

Carolina Barrero : « À Cuba, il n'y a ni nourriture ni médicament, mais le régime construit des hôtels plutôt que des hôpitaux »



[Source : breizh-info.com]

Le gauchisme en France a fait de Cuba un mythe. En Bretagne aussi, puisqu'outre les t-shirts du criminel Che Guevara que certains arborent sans trop risquer d'être remis en place avec fermeté, on retrouve même un conseiller municipal à Guingamp qui vante le système de santé cubain, qui pourrait être un remède selon lui à la tiers-mondisation de l'hôpital en Bretagne comme en France, sans que le média qui rend compte ne trouve à redire.

Pourtant, la réalité du régime cubain, c'est la dictature, la prison ou l'exil pour les dissidents, et une pauvreté croissante parmi la population.

C'est ce qu'explique dans l'interview ci-dessous Carolina Barrero, militante pour la défense des droits de l'homme à Cuba, auto-exilée en Espagne depuis février 2022 et que notre confrère Álvaro Peñas a rencontrée. Nous avons traduit l'interview.

---

Álvaro Peñas : Je crois que l'auto-exil est l'une des méthodes habituelles du régime cubain pour se débarrasser des opposants.

Carolina Barrero : Oui, c'est une pratique récurrente qu'ils ont commencée à utiliser depuis le triomphe, ou plutôt le désastre, de la guérilla armée dirigée par Fidel Castro. Depuis le début, ils ont utilisé toutes les méthodes et toutes les tactiques répressives pour neutraliser toute forme de dissidence, et l'une d'entre elles est l'exil forcé. Dans mon cas, je suis partie après qu'on me l'ait demandé à plusieurs reprises, en me menaçant d'aller en prison. À Cuba, j'ai quatre dossiers pour crimes contre la sécurité de l'État. Ils ont été ouverts par les enquêteurs de Villa Marista – une prison bien connue et le centre d'enquête criminelle le plus important de La Havane en matière de sécurité de l'État. Il y a là des enquêteurs criminels qui sont formés pour ouvrir des procédures judiciaires contre des

opposants simplement pour dissidence. Normalement, les affaires pénales qu'ils ouvrent sont prétendument pour des délits de droit commun – afin que l'opinion publique internationale puisse croire que les opposants sont des criminels, des délinquants de droit commun, des vandales, des personnes qui menacent l'ordre public ou qui sont coupables d'outrage à l'autorité policière. Pour faire preuve d'outrage, il suffit de demander : « *Pourquoi m'emmène-t-on en prison ?* ». C'est très fréquent, car il y a beaucoup d'arrestations irrégulières sans aucune explication. On vous arrête de force dans la rue, on vous fait monter dans une voiture de patrouille et on vous emmène dans un commissariat où vous pouvez passer des jours ou des semaines, et disparaître sans que votre famille ou l'opinion publique en soit informée. Le simple fait de refuser d'accompagner la police lors d'une détention arbitraire peut vous valoir d'être accusé d'outrage à l'autorité. J'ai été accusée d'outrage à l'autorité et aussi d'inspiration à commettre un crime », ce qui se produit lorsque vous réclamez publiquement le droit de manifester.

J'ai été menacée à plusieurs reprises et assignée à résidence sans aucune justification légale. C'est ce qui arrive quand il y a un gouvernement oppressif qui ne rend pas compte à la justice de l'exercice de son pouvoir. Mon départ a été précipité parce qu'on m'a fait du chantage sur la sécurité d'autres personnes, en particulier les mères de prisonniers politiques qui ont manifesté avec moi devant un tribunal le 31 janvier 2022. Ce jour-là, neuf mineurs y étaient jugés pour sédition. J'ai accompagné certaines de leurs mères et lorsque les garçons sont sortis, nous avons crié : « Liberté ». C'est pourquoi nous avons été arrêtés et battus, et on m'a dit que si je ne parlais pas, ces mères finiraient en prison pour troubles à l'ordre public. Parce que le régime cubain pense que l'amour d'une mère, le fait qu'elle aille voir son fils et qu'elle demande sa liberté, représente un trouble à l'ordre public. C'est pourquoi je suis venue en Espagne.

Álvaro Peñas : Ces dernières années, il y a eu de plus en plus de manifestations à Cuba pour différentes raisons, qui sont peut-être maintenant plus visibles grâce aux réseaux sociaux. Pensez-vous que de plus en plus de gens n'ont plus peur de protester contre le régime ?

Carolina Barrero : Je pense que les gens ont toujours protesté contre la dictature à Cuba, surtout au début, dans les années 1960. Il faudrait procéder à un examen approfondi et très critique des morts, des détenus et des condamnés des années 1960 aux années 1990. Ce qui s'est passé, c'est que ces dernières années, grâce à Internet, les protestations ont pu avoir une plus grande portée, tant auprès de l'opinion publique internationale que des Cubains eux-mêmes, qui ont également pu prendre connaissance du niveau de résistance contre le régime. Auparavant, Cuba était aveugle et tout ce qui partait à l'étranger était contrôlé par les organes de propagande du parti communiste, la presse nationale, la télévision et l'appareil diplomatique cubain, qui fait également partie de cette grande machine de propagande. C'était la seule chose qui parvenait au monde extérieur et c'est ce que le monde croyait. Mais grâce à l'internet, il est désormais possible de contredire ces informations et n'importe quel citoyen peut donner son avis et montrer comment la police frappe ou détient arbitrairement des personnes. En

même temps, il est évident que le régime est en train de se désintégrer. Le masque du mythe de la révolution est tombé et il devient de plus en plus évident qu'une élite militaire corrompue est au pouvoir, et même les groupes de personnes qui étaient auparavant plus sympathiques ne peuvent plus l'ignorer.

Álvaro Peñas : Que voulez-vous dire lorsque vous affirmez que le mythe de la révolution est tombé ?

Carolina Barrero : Il y a un secteur important de l'opinion publique internationale, surtout à gauche, qui regarde encore favorablement, avec une vision romantique, le processus révolutionnaire, comme s'il avait été, à un moment donné, un processus de justice sociale. Quand je parle de mythe, je parle de la propagande du parti communiste et de la propagande officielle concernant des choses comme l'éducation ou la santé. Quelque chose qui, en réalité, n'est rien d'autre que les services que tout État doit fournir et qui, en aucun cas, s'ils étaient atteints aux niveaux revendiqués, ne pourraient justifier les violations des droits de l'homme ou l'existence d'une dictature. Le mythe de la révolution, cette épopée révolutionnaire que le régime, que la dictature de Fidel Castro vendait dans le monde entier et qui faisait que beaucoup de gens voyaient d'un bon œil ce qui se passait réellement à Cuba, n'a rien à voir avec la réalité.

Álvaro Peñas : Avez-vous rencontré beaucoup de personnes ayant cette image romantique de Cuba en Espagne ?

Carolina Barrero : Tous les Cubains en ont fait l'expérience en Espagne et dans le monde entier. Il y a des gens qui s'énervent quand on leur raconte la vie à Cuba, des gens qui ne sont même pas allés à Cuba ou qui ont séjourné dans un hôtel de Varadero ou passé trois jours dans une maison très pittoresque de la Vieille Havane, à danser et à boire des mojitos. Ce sont eux qui vous traiteront de mercenaire, d'impérialiste ou de capitaliste. Et c'est aussi très triste pour les Cubains, qui se sentent bien seuls. Permettez-moi de vous donner un exemple plus concret. Ici, en Espagne, il y a des institutions qui ouvrent leurs portes à nos frères du Nicaragua, ce avec quoi je suis tout à fait d'accord, et ils peuvent y venir et parler de politique, s'exprimer contre Ortega. Mais les Cubains ne nous ouvrent leurs portes que lorsqu'il s'agit d'activités culturelles. Si nous voulons parler politiquement des violations des droits de l'homme à Cuba, il n'y a pas d'agenda pour cela et il n'y a pas de date, ni en 2023, ni en 2024.

La vérité est que l'opposition et les exilés cubains se sont sentis très seuls en Espagne, parce que l'image romantique de la révolution cubaine y est très présente. De plus, l'Espagne en particulier est un pays qui a divers intérêts économiques à Cuba, et il semble que la protection de ces intérêts ait parfois un impact plus important sur les politiques de l'État que les droits de l'homme. Nous avons demandé à l'État espagnol de modifier sa politique, et nous avons en fait envoyé des lettres au Congrès des députés ainsi qu'à Bruxelles, car la politique étrangère de l'Union européenne à l'égard de Cuba est très influencée par la politique espagnole. Nous avons

demandé à tous les niveaux que la politique étrangère à l'égard de Cuba soit cohérente et que l'Espagne puisse se ranger du côté des forces démocratiques.

Álvaro Peñas : Contrairement à l'image romantique qui persiste, quelle est la réalité pour un Cubain vivant sous le socialisme ?

Carolina Barrero : C'est un désastre. Il n'y a pas de médicaments à Cuba et ce n'est pas à cause de sanctions. Des médicaments et de la nourriture sont reçus des États-Unis et du monde entier, mais dans de nombreux cas, le régime les revend au lieu de les utiliser pour répondre aux besoins de la population. Nous avons fait des achats dans des établissements publics cubains et ils vendent de l'huile portant une étiquette indiquant « don du PAM » (Programme alimentaire des Nations unies). Il n'y a pas de médicaments, il n'y a pas de nourriture, et chaque jour nous voyons des images de personnes âgées en état de malnutrition, d'autres qui s'évanouissent dans la rue, ou d'enfants qui meurent parce qu'il n'y a pas d'ambulance. La situation à l'intérieur des hôpitaux est vraiment terrifiante : il n'y a pas de capacité pour s'occuper des patients, il n'y a pas de conditions d'hygiène, il y a un manque de médecins, etc. Cuba utilise des médecins dans un régime de semi-esclavage et les envoie en mission médicale.

Cuba utilise des médecins dans un régime de semi-esclavage et les envoie en mission médicale. Il existe de nombreuses études de l'ONU sur les conditions dans lesquelles ces personnes partent en mission médicale. Tout d'abord, le régime conserve près de 90 % de leur salaire et ils n'ont pas le droit de quitter l'endroit où ils séjournent. Ils sont également contraints de faire du prosélytisme et de diffuser de la propagande idéologique. C'est pourquoi il n'y a pas assez de médecins. Les risques d'entrer dans un hôpital à Cuba sont imprévisibles car tout peut arriver. Cependant, le régime continue de construire des hôtels plutôt que des hôpitaux. Ils ont récemment organisé un festival à Cayo Santa María parce qu'il y a un budget pour cela, mais pas pour résoudre les problèmes de santé publique et d'éducation.

Álvaro Peñas : Il y a aussi de l'argent pour exporter la révolution au Venezuela, logiquement en échange de pétrole.

Carolina Barrero : Bien sûr qu'il y en a. Ou le scandale le plus récent de l'envoi de troupes pour combattre l'Ukraine. Il y a plusieurs mois, les accords militaires de la dictature avec le Belarus ont commencé à être révélés. Puis il y a eu les visites de Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, et du général Patrushev à La Havane. Pourtant, les gens étaient réticents à croire qu'il y avait une réelle collaboration avec la Russie et une participation à la guerre. Mais finalement, on a appris que Cuba envoyait effectivement des troupes pour participer à la guerre contre l'Ukraine aux côtés des Russes. Des photos et des vidéos montrent des hommes et des femmes en uniforme militaire portant le drapeau cubain en Ukraine. Il ne s'agit pas d'une nouvelle opération : ils ont fait la même chose en Afrique, avec l'Éthiopie et la guerre en Angola, ou en Amérique latine, où ils ont créé des guérillas latino-américaines. Et Cuba est à l'origine de tout cela. La vocation impérialiste de Cuba, qui est probablement le véritable

impérialisme, est indéniable pour quiconque fait la moindre recherche. Mais c'est un régime qui a tendance à se victimiser alors qu'en réalité c'est lui qui est victimisé. Et ses interventions dans des conflits armés, pas vraiment en faveur de la démocratie, devraient faire réfléchir ceux qui le justifient encore.

Álvaro Peñas : Le gouvernement cubain a tenté de se dissocier de cette affaire en affirmant qu'il s'agissait de personnes trompées qui s'étaient rendues sur place pour travailler.

Carolina Barrero : C'est absurde. Je me demande ce que M. Josep Borrell, M. Pedro Sánchez et la haute diplomatie européenne vont dire. En particulier M. Borrell, qui s'est rendu à Cuba pour faire une génuflexion devant Díaz-Canel et qui a déclaré qu'il allait travailler davantage au sein de l'Union européenne pour soutenir Cuba et condamner le blocus. Que va dire M. Borrell après avoir vu les preuves que Cuba a envoyé des troupes se battre aux côtés de la Russie ? Nous verrons s'il le nie également ou non.

Álvaro Peñas : Cuba est passé de l'isolement après la chute de l'URSS au Forum de Sao Paulo et au Groupe de Puebla, et à une influence croissante dans toute l'Amérique latine.

Carolina Barrero : Oui, ce n'est pas nouveau. Nous vivons dans un monde qui, depuis la chute du mur de Berlin, a commencé à se reconstituer. Ainsi, nous ne vivons plus dans un monde bipolaire, communisme contre Occident, mais dans un réseau de régimes autoritaires qui collaborent et travaillent pour se perpétuer et se maintenir au pouvoir. Ils se rendent visite, se soutiennent, échangent des renseignements militaires, partagent des troupes s'il le faut, etc. Nous constatons qu'il existe un conglomérat, une mafia, une kleptocratie mondiale d'autocraties telles que la Russie, le Belarus, la Chine, Cuba, le Venezuela, le Nicaragua ou la Bolivie. En Amérique latine, il existe encore des pays où certains mécanismes démocratiques fonctionnent, mais ils se trouvent dans une zone grise parce qu'ils persécutent les défenseurs des droits de l'homme, parce qu'ils n'ont pas la liberté de la presse et parce qu'ils s'alignent également sur ces dictateurs – comme au Brésil, au Mexique et en Argentine.

Álvaro Peñas : Où mène cette zone grise ?

Carolina Barrero : À la misère la plus absolue et à l'absence de liberté, car je n'ai jamais vu un régime communiste mener à autre chose.

---

Crédit photo : DR

*[cc] Breizh-info.com, 2023, dépêches libres de copie et de diffusion sous réserve de mention et de lien vers la source d'origine*